

Brochure n° 3255

Convention collective nationale
IDCC : 1619. – CABINETS DENTAIRES

AVENANT N° 1 DU 21 MAI 2015
À L'ACCORD DU 13 MARS 2015 PORTANT INSTAURATION D'UNE COUVERTURE
SANTÉ COMPLÉMENTAIRE COLLECTIVE À ADHÉSION OBLIGATOIRE

NOR : ASET1550674M
IDCC : 1619

Entre :

La CNSD ;

La FSDL ;

L'UJCD-UD,

D'une part, et

La FNISPAD ;

La FNSCPAR CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Modification de l'article 14.1

Ancienne rédaction :

« Article 14

Commission paritaire "frais complémentaires de santé"

Article 14.1

Commission "appel d'offres frais de santé"

Les partenaires sociaux créent une commission paritaire "appel d'offres frais de santé" destinée à mettre en œuvre la procédure de mise en concurrence des organismes destinés à assurer la couverture du risque mis en place par le présent accord.

Cette commission est composée de six représentants dont trois appartiennent au collège des salariés représentatifs au niveau de la branche et d'autant de représentants des organisations patronales représentatives au niveau de la branche, signataires du présent accord.

La commission réceptionne les dossiers de candidature. Elle vérifie les conditions de recevabilité et d'éligibilité. Elle examine les réponses des candidats éligibles, elle les analyse, afin de permettre à la commission paritaire de recommander de un à trois organismes appelés à assurer le risque "complémentaire santé collective obligatoire" mis en place par le présent accord.

La commission “appel d’offres frais de santé” est présidée par le collège salariés.

Le secrétariat est assuré par le collège employeurs. »

Nouvelle rédaction :

« Article 14.1

Commission “appel d’offres frais de santé”

Les partenaires sociaux créent une commission paritaire “appel d’offres frais de santé” destinée à mettre en œuvre la procédure de mise en concurrence des organismes destinés à assurer la couverture du risque mis en place par le présent accord.

Cette commission est composée de six représentants dont trois appartiennent au collège des salariés représentatifs au niveau de la branche et d’autant de représentants des organisations patronales représentatives au niveau de la branche.

La commission réceptionne les dossiers de candidature. Elle vérifie les conditions de recevabilité et d’éligibilité. Elle examine les réponses des candidats éligibles, elle les analyse, afin de permettre à la commission paritaire de recommander de un à trois organismes appelés à assurer le risque “complémentaire santé collective obligatoire” mis en place par le présent accord.

La commission “appel d’offres frais de santé” est présidée par le collège salariés.

Le secrétariat est assuré par le collège employeurs. »

Fait à Paris, le 21 mai 2015.

(Suivent les signatures.)